

*“Participation citoyenne
à travers le recueil des
préoccupations et
des consultations
locales ”*

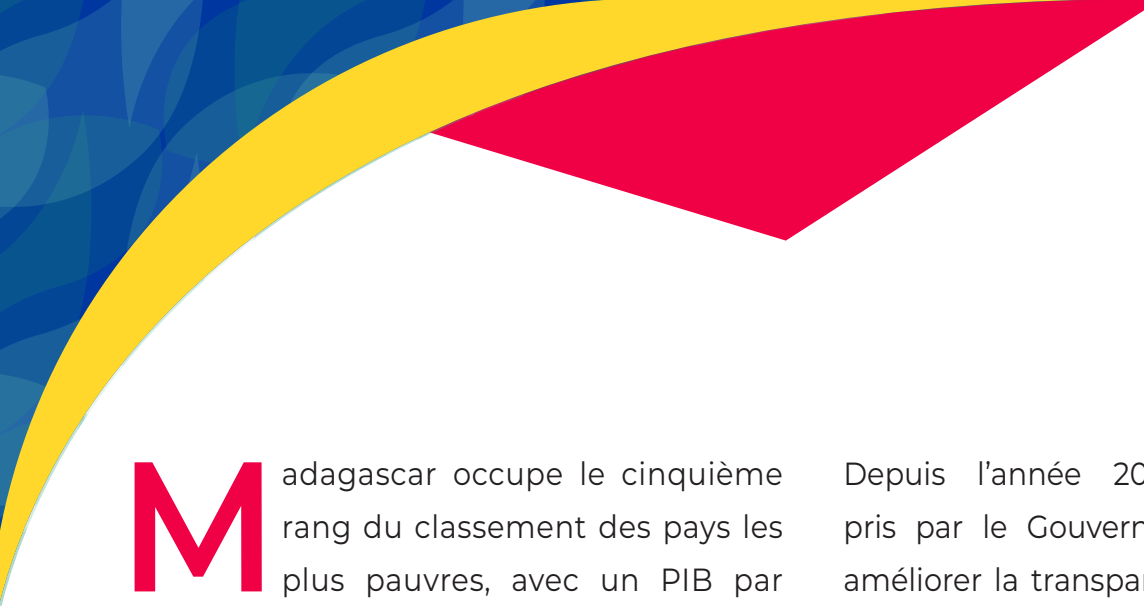


FIA2M

**Fampandrosoana Ifarimbonana
sy Anaty Mangarahara an'i Madagasikara**

*Concertation entre acteurs et transparence
et bonne gestion du budget et des finances
publiques, un pilier du développement
durable*





Madagascar occupe le cinquième rang du classement des pays les plus pauvres, avec un PIB par habitant de 500 dollars. Pourtant, le pays est reconnu comme riche en ressources aussi bien naturelles que minières. Nous sommes aussi le seul pays qui n'a connu de conflit majeur/guerre à s'être appauvri depuis son indépendance.

L'instabilité gouvernementale et le problème récurrent de la corruption c'est à dire la mauvaise gouvernance, n'encouragent pas les investissements et participent grandement aux difficultés économiques du pays et à la pauvreté de sa population. De ce fait, Madagascar a plus que jamais besoin de renforcer tous les cadres et piliers de gouvernance pour relancer son économie et son développement ainsi que pour mettre en place les balises nécessaires afin de prévenir d'éventuelles nouvelles crises. La bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques notamment la transparence budgétaire reste parmi les défis majeurs que le gouvernement et ses acteurs partenaires doit faire face.

Depuis l'année 2014, les engagements pris par le Gouvernement malagasy pour améliorer la transparence de la gestion des finances publiques a permis d'augmenter le score de transparence mesuré par l'Indice Budget Ouvert de 35/100 en 2017 à 40/100 en 2019. Deux facteurs ont contribué à cet avancement louable :

- L'intégration de la transparence budgétaire parmi les normes exigées par les différents partenaires techniques et financiers (BM, FMI, UE, etc.)
- La prise en compte et mise en œuvre des recommandations issues des évaluations de transparence budgétaire menées par MSIS en collaboration avec International Budget Partnership et différents partenaires (UNICEF, UE, BM, etc.)

Le projet FIA2M vise à consolider les acquis et pratiques en matière de bonne gouvernance des affaires/finances publiques. Des efforts sont à déployer pour que le score du pays puisse évoluer positivement. En effet, suite à la pression des élections successives, des reculs dans la mise en œuvre de certains

acquis de la transparence budgétaire sont constatés :

- Des projets de budget qui n'ont plus été publiés à temps (avant fin Octobre 2018),
- Des budgets publiés avec certains détails manquants
- Budgets souvent adoptés par voie d'Ordonnance du Président mais pas à travers les votes des Parlements.

FIA2M consiste à augmenter la demande en matière de transparence budgétaire de la part des citoyens/OSC et d'en améliorer l'offre de la part du Gouvernement national et au niveau des communes ainsi que des Institutions étatiques :

(EI.1) Les OSC et les jeunes sont sensibilisés, éduqués et renforcés pour participer dans les débats, les analyses et le contrôle de redevabilité du budget de l'Etat (Central et Communes). La sensibilisation et l'éducation ainsi que les renforcements des capacités des OSC et groupes de jeunes pourront se baser sur les résultats et recommandations des évaluations EBO et ITB successives.

(EI.2) Le Gouvernement central et les communes sont engagés à améliorer et stabiliser la transparence budgétaire. Pour ce faire, FIA2M va conduire des évaluations ITB-2020 de la transparence et la participation

Or, pour bénéficier d'un processus budgétaire responsable, les trois piliers « transparence du Gouvernement, participation des citoyens et des OSC et surveillance/redevabilité par les Institutions de contrôles » doivent être tous mis en place et effectifs. De plus, les principes de la bonne gouvernance ainsi que le respect des Droits Humains sont des valeurs essentielles inscrites dans la Constitution de la quatrième République de Madagascar.

budgétaire au niveau des communes et va disséminer les résultats de EBO-2019 en cours de finalisation à travers une collaboration de MSIS-Tatao et IBP. Les constats et recommandations de ces évaluations seront diffusés au public et constitueront des outils essentiels pour les plaidoyers auprès des Décideurs nationaux/locaux pour l'amélioration de la transparence budgétaire et l'instauration de mécanismes/espaces de participation des citoyens/OSC.

(EI. 3) Les Institutions de contrôle et de redevabilité assurent leurs fonctions de contrôles du processus budgétaire de l'Exécutif notamment par le renforcement de la collaboration interinstitutionnelle de ces Institutions (Parlements et Cour des Comptes) avec la société civile. Le projet FIA2M sera mis en œuvre au niveau national et dans 40 Communes réparties dans les 04 régions d'Analamanga, Vakinankaratra, Haute Matsiatra et Atsimo Andrefana.

POUR UN DÉVELOPPEMENT HARMONIEUX



L'atteinte de ces résultats sera assurée à travers la réalisation des produits suivants :

Output 1 : Campagne de mobilisation et de sensibilisation sur les enjeux de la participation citoyenne dans la gouvernance financière

Il s'agit d'élaborer et de mettre en œuvre une campagne de mobilisation et d'éducation citoyenne en capitalisant les expériences de MSIS-tatao et d'autres organisations, et à partir de recommandations issues d'une étude sur les barrières et les attraits de la participation citoyenne à la gouvernance financière chez les OSCs et les jeunes.

Cette campagne de mobilisation et de sensibilisation comprend une stratégie dotée de plan de mise en œuvre et de kit de supports adaptés comprenant affiches, dépliants, spots audiovisuelles, émissions, et guides d'activités. 45 campagnes (1 national, 4 régions et 40 communes) seront mises en œuvre par les OSCs dans les régions d'intervention du projet et en collaboration avec les médias.

Output 2 : Pool de compétences au niveau des OSC et des jeunes

Des formations nationales et en cascade, des encadrements techniques sur le tas pendant les activités ainsi que des visites-échanges et capitalisations seront mis en œuvre pour assurer la mise en œuvre de ce pool de compétences en matière de transparence des finances publiques. Les acteurs (OSC, groupes de jeunes) ainsi formés vont pouvoir (i) participer au processus de transparence budgétaire à travers les débats/conférences budgétaires et/ou le budget participatif, (ii) fournir des critiques et/ou propositions valides et cohérentes sur les budgets ainsi que (iii) mener des activités de sensibilisation et d'éducation en faveur de la transparence auprès de leurs pairs et des citoyens en général.

120 OSCs, 40 OSC/Groupes de jeunes et 10 OSC femmes auront ainsi les compétences de participer au processus de transparence

budgétaire (Analyses, Débats, Education/Sensibilisation).



Output 3 : Participation des OSCs et des jeunes aux analyses et débats budgétaires

La participation des OSCs et des jeunes aux analyses et débats budgétaires comprend un programme de débats organisés par les OSCs/groupes de jeunes au niveau national et dans les communes suivis de la participation à un concours d'analyse budgétaire et/ou de participations aux débats budgétaires avec la communauté.

120 OSCs, 40 OSC/Groupes de jeunes et 10 OSC femmes mettront en œuvre leurs propres programmes de débats selon les besoins et les priorités des communautés et des citoyens ainsi que leurs avis par rapport aux étapes du cycle budgétaire pour que les OSCs puissent analyser et préparer leur intervention dans les débats budgétaires avec les autorités.

Output 4. Évaluation et/ou Diffusion des évaluations de la transparence budgétaire (ITB-2020 40 Communes)

Au niveau des communes, il s'agit de la production des résultats des évaluations conduites au niveau des 40 Communes d'interventions du projet et qui seront diffusées via des ateliers, kits de communication, outils médias et débats publics locaux.

200 Autorités locales (Régions et Communales) seront ainsi formées et les OSCs auront mis en œuvre 40 évaluations ITB des communes.

Output 5 : Recommandations et plan de renforcement et d'amélioration de la participation et transparence mis en œuvre

Les rapports des évaluations de transparence budgétaire serviront de base pour

l'amélioration de la situation en redressant les critères sur lesquels les scores obtenus par l'Institution évaluée ont été faibles. Il est donc très essentiel que le rapport final soit diffusé et présenté au niveau du public et des parties prenantes impliquées dans le processus budgétaire, gouvernement, CTD, PTF, OSC et Groupements de secteur privé. A partir du moment où les rapports sont diffusés et les recommandations émises, les acteurs étatiques concernés et les OSCs vont avoir tous les outils et moyens leur permettant de jouer leurs rôles respectifs (i) favoriser la participation citoyenne dans l'action publique et (ii) conduire du plaidoyer en faveur de la bonne gestion des ressources publiques.

Les rapport OBS-2019 et le rapport d'évaluation des 40 communes seront diffusés au niveau national et des 04 régions. Par la suite, 01 plan de renforcement et d'amélioration de la transparence budgétaire au niveau national avec un Comité de suivi fonctionnel, et 40 Plans de renforcement et d'amélioration de la transparence budgétaire au niveau des communes et comités au sein

des 40 SLC des communes seront élaborés et mise en œuvre.

Output 6 : Cour des comptes assurant les contrôles de redevabilité du processus budgétaire en collaboration avec la société civile

Les Organisations de la Société Civile (OSC) et la Cour des Comptes visent normalement les mêmes objectifs de bonne gouvernance du denier public de la part de l'exécutif. Il s'agit ainsi de mettre en place une plateforme de collaboration stable permettant d'unir les efforts entre les OSCs et la Cour des Comptes.

01 protocole entre la Cour des comptes et OSC Rohy/MSIS-Tatao sera élaboré et mis en œuvre.

Output 7. Parlements assurant les contrôles de redevabilité du processus budgétaire en collaboration avec la société civile

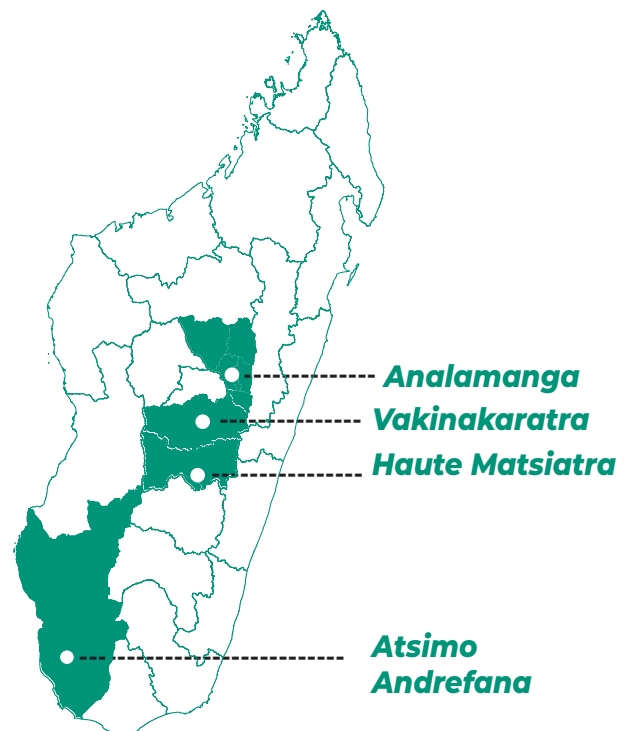
A travers les trois fonctions qu'il assume, à savoir l'adoption des lois, le contrôle de l'action du gouvernement et la représentation des citoyens, une synergie entre les OSCs et le Parlement peut être un catalyseur de la bonne gouvernance et de la démocratie. Le renforcement de la relation entre les OSC et le Parlement requiert toutefois une plus grande

« ouverture » et plus de « transparence », à travers notamment les échanges et partage des informations au niveau des différentes commissions parlementaires sur les questions touchant aux réels besoins des citoyens et aux préoccupations des groupes de personnes vulnérables.



02 protocoles seront mis en œuvre entre OSC Rohy/MSIS-Tatao et les parlements dont l'Assemblée Nationale et le Sénat

ZONE D'INTERVENTION



IMPACTS ATTENDUS DU PROJET :

- Une Société civile Malagasy mieux reconnue comme acteur de gouvernance incontournable par les citoyens/Communautés, par les autorités étatiques du gouvernement et des CTD/communes, par le secteur privé et les médias ainsi que par les PTF.
- L'Etat (central et communes) répondant aux besoins des citoyens par des budgets plus transparents et mieux répartis. L'intégration des préoccupations réelles des citoyens par le gouvernement et des capacités de priorisation et de réalisation des budgets.



FIA2M

Bureau de la Société Civile – ROHY (Ex-Bâtiment CITE) Rue Rahamefy, Ambatonakanga
Antananarivo 101, Madagascar
e-mail : msismdg@gmail.com
Tél : +261 34 45 484 77